

L'esquisse qu'on vient de lire des principes de l'individualisme méthodologique, ainsi que les échantillons d'application au marxisme, avaient pour but de convaincre les partisans de l'une et de l'autre doctrine qu'elles ne sont aucunement incompatibles. Depuis un certain nombre d'années, surtout dans le monde anglo-saxon et, à un degré moindre, dans l'Europe continentale, on a observé une certaine schizophrénie parmi les universitaires et intellectuels qui se veulent à la fois rigoureusement analytiques et de gauche. Dans sa forme la plus bénigne, elle a amené philosophes, économistes et autres à chasser le marxisme de leur vie professionnelle, quitte à le reprendre hors du travail dans un mode d'activisme a-théorique. Trop lucides pour ne pas voir l'état misérable dans lequel se trouvait depuis longtemps le marxisme théorique, ils ont résolument épousé l'une des nombreuses variantes du marxisme pratique. Une expression plus malsaine de cette dualité d'esprit se trouve chez les nombreux chercheurs, et non des moindres, qui ont cru devoir défendre publiquement des doctrines d'une teneur intellectuelle qu'ils n'auraient jamais acceptée dans leur spécialité scientifique.

Le premier pas vers l'abolition de cet état des choses est l'introduction d'une méthodologie marxiste conforme aux canons généralement acceptés et pratiqués. Il est possible que l'originalité et la spécificité du marxisme en souffrent ; tant mieux. Le but du marxisme théorique n'est pas sa perpétuation indéfinie, mais son dépassement comme doctrine ou secte à part.

Jon ELSTER

CHAPITRE 4

LE DÉFI DE L'INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE À L'ANALYSE MARXISTE¹

INTRODUCTION

Les sciences sociales font aujourd'hui l'objet d'une offensive sans précédent, du moins depuis les années 1890 : il s'agit d'imposer délibérément le monopole de la méthode économique à toute étude de la société. Les économistes néo-classiques se bornent à utiliser deux catégories : les phénomènes économiques et les phénomènes en apparence non économiques. Le défi de l'individualisme méthodologique ne vise pas spécifiquement le marxisme : il s'en prend de la même façon à tout ce qu'on avait coutume d'appeler science politique, anthropologie ou psychologie sociale. Le point de départ structurel de Marx, les « rapports de production », est exposé au même défi que l'« a priori social partagé » de Simmel, la « solidarité organique » de Durkheim ou les « orientations de valeur » de Parsons : on veut dorénavant trouver des micro-fondements à l'explication des phénomènes sociaux, c'est-à-dire fonder toute théorie de la société sur les actions rationnelles, finalisées des individus.

Cette offensive a connu un certain succès. L'influence intellectuelle de la psychologie sociale, reine des sciences sociales il y a vingt ans,

1. Des versions antérieures de cette communication ont été présentées au séminaire d'économie politique à l'université de Californie, Los Angeles, en février 1985 et au séminaire sur les développements récents de la théorie et de l'analyse en termes de classe à l'université d'Amsterdam en avril 1985.

Texte traduit de l'anglais par Jean Viviès, revu par l'auteur.

a presque totalement disparu. L'école fonctionnaliste, dans ses deux aspects psychologique et structural, a perdu sa prédominance en sociologie. L'approche du *public choice* règne en science politique et le marxisme lui-même qui, dans les années 1950 et 1960, se cachait dans l'université américaine sous le nom de « sociologie politique », a maintenant redécouvert son origine d'économie politique. Plusieurs auteurs ont récemment abordé des problèmes marxistes classiques dans le cadre théorique du choix rationnel ou même de l'équilibre général.

Certes, nombreux sont ceux qui répètent à l'envi que ce défi n'a pas de pertinence, du moins par rapport au marxisme, ou lancent des contre-attaques visant à démontrer la faiblesse de la perspective individualiste. Mais les références rituelles à l'« individualisme a-historique de la théorie économique bourgeoise » ne semblent plus suffire. Le marxisme ne paraît plus imperméable au défi que présente l'individualisme méthodologique.

Il n'y a pas si longtemps, il semblait possible de tracer une frontière claire et nette entre le marxisme et la « science sociale bourgeoise ». Le comportement individuel était perçu par les marxistes comme l'expression de positions de classe. Les économistes bourgeois le voyaient, au contraire, comme une action rationnelle et intéressée. Les acteurs faisant avancer l'histoire étaient les classes, les collectivités-en-lutte ; les acteurs bourgeois étaient des consommateurs-citoyens-individus qui, tout au plus, se regroupaient parfois en éphémères « groupes d'intérêts ». Pour les marxistes, la relation centrale, qui organisait la société capitaliste, était le conflit irréconciliable des intérêts de deux classes antagonistes : à l'opposé, la vision bourgeoise mettait l'accent sur l'harmonie fondamentale des intérêts. Enfin, les marxistes envisageaient la société capitaliste comme une société dominée économiquement et politiquement par les capitalistes, alors que les penseurs bourgeois voyaient dans le marché concurrentiel et le gouvernement des institutions neutres et universelles.

On ne peut plus aujourd'hui tracer nettement ces frontières, puisque la théorie du choix rationnel et le marxisme sont devenus tous deux des corpus hétérogènes, en évolution rapide. Dans les pages qui suivent, je ne m'intéresserai pas aux différences qui existent à l'intérieur de la théorie du choix rationnel, sauf si elles ont une pertinence directe pour l'analyse. Je considérerai cette théorie dans sa version la plus classique, et la plus brutale, d'action bien informée, intéressée avec un ajustement instantané à l'équilibre. J'utiliserai donc les termes d'« individualisme méthodologique », de « théorie du choix rationnel »

et d'« économie néo-classique » indifféremment. La meilleure étude de ces distinctions a été menée par Elster¹.

Pour l'intelligibilité de l'analyse, une notion minimale de ce qu'est le marxisme est également nécessaire. Le « marxisme » est, à mes yeux, une analyse des conséquences des formes de propriété pour les processus historiques. Tout marxisme, à mon sens, est une théorie de l'histoire, peut-être pas nécessairement de l'humanité (façon Cohen²), ni même des modes de production (façon Althusser³), mais au moins de quelques processus réglés de reproduction et de transformation des relations sociales. Les théories de l'histoire fournissent des explications de suites d'événements liées entre elles. Elles permettent de comprendre comment certaines institutions apparaissent, et de quelle manière elles continuent de fonctionner, comment des conflits sont résolus, mais aussi comment leur résolution affecte de futurs conflits. Des comparaisons statiques d'équilibres ne constituent des théories de l'histoire qu'à condition de préciser pourquoi et comment les transitions entre ces équilibres se produisent. Notons que cette exigence n'est finalement pas aussi minimaliste qu'elle le paraît : Boudon⁴ avance qu'aucune théorie de ce type n'est en principe possible ; Elster⁵ se contente d'analyses de théorie des jeux à partir d'événements isolés et ponctuels ; le traité de Roemer⁶ repose lui aussi exclusivement sur des comparaisons d'équilibres statiques.

Les explications de l'histoire ont pour origine au sein du marxisme des hypothèses reposant sur la structure de la propriété des ressources productives aliénables, c'est-à-dire des « moyens de production », que j'examinerai plus loin plus longuement. Mon analyse s'organise autour de quatre thèmes : 1. théorie de l'action ; 2. identité des acteurs collectifs ; 3. structure des relations sociales ; 4. notions d'équilibres.

1. Elster (Jon), *Ulysses and the Sirens*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

2. Cohen (G.A.), *Karl Marx's theory of history. A Defense*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

3. Althusser (Louis), *Lire le Capital*, Paris, Maspero, 1965.

4. Boudon (Raymond), *La place du désordre*, Paris, PUF, 1984.

5. Elster (Jon), « Marxism, Functionalism and Game Theory : the case for Methodological Individualism », *Theory and Society*, 11, 1982, p. 453-483.

6. Roemer (John E.), *A general theory of exploitation and class*, Cambridge, Harvard University Press, 1982.

THÉORIE DE L'ACTION

Le défi

Le défi spécifique lancé au marxisme, s'agissant de la théorie de l'action, est de fournir une explication des actes individuels dans certaines conditions, c'est-à-dire de fournir des micro-fondements à la théorie de l'histoire. Historiquement, nous avons conçu les actions individuelles comme étant soit 1. prédestinées ; 2. commandées biologiquement ; 3. régies par des normes ; 4. finalisées. Le débat actuel oppose plutôt les conceptions psycho-sociologiques du comportement comme action intentionnelle et stratégique¹.

Ce défi n'est pas nouveau : Sartre en a posé les termes en 1946 quand il a fait remarquer que, si le marxisme est capable d'expliquer que Paul Valéry est un intellectuel petit-bourgeois, il ne peut pas rendre compte du fait que tout intellectuel petit-bourgeois n'est pas Paul Valéry. Ce défi vise toute théorie qui prend pour point de départ le niveau d'organisation ou de conscience collective : il ne s'attaque pas seulement au marxisme ; celui-ci a toujours été en difficulté sur ce terrain, et le défi d'aujourd'hui est beaucoup plus sérieux que l'insatisfaction traditionnelle que l'on ressentait devant l'absence d'« humanisme » dans le répertoire explicatif marxiste.

Les marxistes n'ont jamais été tout à fait prêts à accepter une solution alternative à l'individualisme méthodologique, notamment l'explication psycho-sociologique adoptée par la sociologie fonctionnaliste ou les points de vue fondés sur les théories freudiennes de la personnalité. Les fonctionnalistes expliquaient que les gens agissent suivant des valeurs communes parce qu'on enseigne aux individus des normes et des valeurs qu'ils intériorisent d'abord et qu'ils mettent ensuite en œuvre. Ils analysaient tout comportement individuel comme l'expression intériorisée de la société, ce qui impliquait que toutes les

1. La polémique la plus nourrie de ce point de vue a pour sujet le paysan moral opposé au paysan rationnel. Voir Scott (James), *The Moral Economy of the Peasant*, New Haven, Yale University Press, 1976 ; Popkin (Samuel L.), *The Rational Peasant*, Berkeley, University of California Press, 1979 ; ainsi qu'un compte rendu de Cumings (Bruce), « Interest Ideology in the Study of Agrarian Politics », *Politics and Society*, 10, 1981, p. 467-495. Des problèmes semblables se sont posés dans les études sur les décisions prises par les syndicats de déclencher des grèves (voir Shalev (Michel), « Trade Unionism and Economic Analysis : the Case of Industrial Conflict », *Journal of Labor Research*, 1, 1980, p. 133-173, pour le compte rendu) ou dans celles portant sur les organisations (Przeworski (Adam), *Union Growth : A literature Review*, unpublished paper, University of Chicago, 1984).

personnes exposées aux mêmes normes et aux mêmes valeurs devaient se comporter de manière semblable¹.

Les marxistes ont, à mon avis, adopté en pratique ce mode d'explication, en déduisant le comportement individuel de la position de classe ; pourtant, à cause peut-être des aspects utilitaristes persistant dans l'héritage de Marx, ils n'ont jamais admis les principes psychologiques qui fondent cette vision particulière du comportement individuel. Althusser a tenté de faire disparaître toutes les connotations de type mental, mais il en est résulté une « boîte noire » behavioriste d'« appellation ». Marcuse² et Deleuze³ se sont appuyés sur la psychodynamique freudienne pour établir le lien de causalité entre l'organisation sociale de la répression et le comportement individuel, mais aucun des deux n'a dépassé l'affirmation qui consiste à dire que le capitalisme engendre des schémas de personnalités types. En règle générale, les marxistes se sont contentés de l'idée intuitive selon laquelle les gens mettent en œuvre leur position de classe dans leur comportement : les formules de Marx sur les capitalistes comme « porteurs » ou « représentants » du capital paraissaient suffisantes ; le fait qu'il ait désigné le profit tantôt comme « moteur », tantôt comme « but » ou comme « besoin » ou encore comme « motivation » des capitalistes, du capital ou du capitalisme ne semblait pas gênant. De toute manière, l'important dans l'histoire se produisait au niveau des forces, des structures, des collectivités et des contraintes et non au niveau des individus : des micro-fondements n'étaient donc, dans le meilleur des cas, qu'un instrument superflu qui aurait pu permettre d'expliquer des variations mineures. Le marxisme était une théorie de l'histoire dépourvue de toute théorie des actions des gens qui font cette histoire.

On ne peut plus défendre une telle position parce que les critiques issues des hypothèses de l'individualisme méthodologique atteignent l'essentiel de la théorie marxiste de l'action collective, et donc de l'histoire. On ne peut plus considérer les actions des individus comme déterminées par leur position de classe : il est indispensable de distinguer soigneusement les études portant sur les individus de celles concernant les collectivités et de soumettre à la critique l'attribution du statut d'acteur collectif au « capital », à la « classe ouvrière » ou à l'« Etat », pour vérifier à chaque fois si l'action collective est cohé-

1. Bourdieu (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972.

2. Marcuse (Herbert), *Eros et civilisation*, Paris, Minit, 1963.

3. Deleuze (Gilles), *Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Maspero, 1973.

rente avec les rationalités individuelles. Le défi qui découle de la théorie du choix rationnel est par conséquent clair : est seule satisfaisante une théorie capable d'expliquer l'histoire en termes d'actions d'individus rationnels guidés par un but. Toute théorie de la société doit se fonder sur ces bases : tel est le défi.

Les objections marxistes à l'individualisme méthodologique

Les postulats de l'individualisme méthodologique soulèvent cependant plusieurs objections, dont certaines s'enracinent dans les traditions marxistes. Elles se divisent en trois grandes catégories : 1. les préférences ne sont ni universelles, ni stables, mais historiquement variables ; 2. l'intérêt personnel rend mal compte des préférences de certaines personnes au moins ; 3. dans certaines conditions, l'action rationnelle n'est pas possible même si les individus se veulent « rationnels ». J'examinerai tour à tour ces trois points.

1. *Caractère historique des préférences.* L'objection la plus classique opposée à l'individualisme méthodologique, à savoir que les préférences individuelles varient historiquement, n'est pas propre au marxisme. Mais la théorie marxiste fournit le cadre analytique pour expliquer les variations historiques de la rationalité individuelle. Je distinguerai deux arguments différents à propos de la formation sociale de la rationalité individuelle. L'un concerne les comparaisons de systèmes économiques différents ; l'autre, le processus de formation collective de l'identité dans le système capitaliste.

Marx affirmait que les buts individuels et les lignes d'action qui s'offrent aux individus dépendent de la forme d'organisation du système de production et d'échange : un paysan qui acquitte son fermage en argent et peut donc utiliser l'information fournie par le marché pour choisir ses cultures diffère d'un paysan qui acquitte son fermage en nature, lequel peut choisir tout au plus des techniques de production et ne prend pas part aux relations de marché (*Le Capital*, vol. III). La théorie du féodalisme de Kula¹ se fonde sur l'idée que les propriétaires terriens essaient de satisfaire un niveau de besoins constants en ayant une information très restreinte sur la valeur d'autres ressources. On peut trouver d'autres exemples : le problème n'est pas de savoir si les paysans, les propriétaires ou autres se comportent

1. Kula (Witold), *Teoria Ekonomiczna Ustroju Feudalnego*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1973.

rationnellement, mais il est indispensable de déterminer ce qu'ils veulent, ce qu'ils savent, et à partir de quoi ils peuvent faire un choix, avant de pouvoir expliquer leur comportement. L'hypothèse d'après laquelle les détenteurs de ressources maximisent leur profit dans un marché compact à alternatives multiples ne sera d'aucune utilité dans des conditions historiques autres que celles du capitalisme développé. En d'autres termes, dans cette perspective, l'individualisme méthodologique n'est pas suffisant ; il nous faut, au contraire, des hypothèses concrètes pour expliquer le comportement des individus dans des conditions historiques précises.

Cette question est, dans une certaine mesure, une question empirique. Quand Roemer¹ avance que les agents économiques, dans toutes les conditions historiques, cherchent à maximiser le revenu (ou le temps libre) ou quand Levi² estime que les « gouvernants », dans toutes les circonstances historiques, cherchent à maximiser leur revenu, ils formulent des théories qui impliquent que toutes les variations du comportement peuvent être attribuées à des changements dans les contraintes. En principe, il est possible d'évaluer empiriquement ces théories, et c'est ce que Levi a entrepris de faire. Au fond, d'après le présupposé marxiste classique, les seigneurs du Moyen Age voulaient autre chose que les capitalistes et ne faisaient pas seulement face à des contraintes différentes.

Le deuxième argument marxiste opposable à l'hypothèse de préférences stables provient principalement de la théorie gramscienne de la formation des identités personnelles dans le système capitaliste, c'est-à-dire de l'idée proprement marxiste attribuant une importance sociologique à l'origine sociale dans la formation de l'identité. A cet égard, la politique ne ramène pas seulement à la question « qui obtient quoi ? », mais d'abord à la question « qui est qui ? » ; elle n'est pas seulement une arène, mais d'abord une « agora ». L'identité collective est en permanence transformée (façonnée, détruite et remodelée), car elle résulte de conflits dans lesquels les partis politiques, les écoles, les syndicats, les Eglises, les journaux, les armées et les entreprises tentent d'imposer à la vie sociale une forme particulière d'organisation. La relation entre la place occupée par les individus dans la société et leur identité est donc l'aboutissement historique contingent de conflits : quelque chose est-il, ou non, source de satisfaction ? Un but particulier paraît-il, ou non, à portée ? Telle ligne d'action est-

1. Roemer (John E.), *op. cit.*

2. Levi (M.), « The Predatory Theory of Rule », *Politics and Society*, 4, 1981.

elle, ou non, acceptable ? Le comportement électoral apparaît de ce point de vue comme un exemple clair : les gens votent parfois par fidélité de classe, parfois en tant que catholiques, comme femmes et, en d'autres occasions, comme individus qui supportent librement quel est le parti le plus susceptible d'agir en leur faveur¹. Ainsi, même à l'intérieur d'une période relativement brève, l'hypothèse de préférences stables exogènes ne paraît pas la plus féconde.

2. *L'altruisme*. Une deuxième barrière peut être dressée contre l'offensive de l'individualisme méthodologique : il suffit d'observer que l'intérêt personnel rend mal compte des préférences d'au moins un certain nombre de gens dans certaines circonstances historiques. Certains individus peuvent se sentir concernés par le sort d'autres individus, membres de leur famille, d'un autre groupe primaire, d'une classe ou d'un ensemble social encore plus général. Il semble y avoir peu de désaccords sur ce point et, de fait, plusieurs travaux récents ont présenté des modèles économiques fondés sur des hypothèses d'altruisme². En principe, les modèles qui intègrent la situation d'autrui aux fonctions d'utilité de chacun ne présentent que des difficultés mathématiques.

Un point qui fait problème est de savoir si les préférences altruistes (j'entends par là toute fonction d'utilité qui intègre à ses propres arguments la situation d'autres individus) doivent et peuvent être toujours dérivées de motivations égoïstes. Particulièrement intéressante est la notion de changement de préférences par un dialogue qui, selon Offe et Wiesenthal³, est essentielle pour l'organisation des travailleurs en situation de classe, ainsi que la notion de « réciprocité générale » chez Kolm⁴. Ces questions sont étudiées par Elster⁵, ainsi que par Lash et Urry⁶, et je n'ai rien à ajouter, sauf peut-être à manifester

1. Przeworski (Adam), Sprague (John), *Paper Stones. A History of Electoral Socialism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

2. Collard (David), *Altruism and the Economy: a Study in Non-Selfish Economics*, Oxford, Oxford University Press, 1978 ; Margolis (Howard), *Selfishness, Altruism and Rationality*, Chicago, University of Chicago Press, 1982 ; Marwell (Gerald), « Altruism and the Problem of Collective Action » in *Cooperation and Helping Behavior*, New York, Academic Press, 1982 ; Kolm (Serge-Christophe), *La bonne économie. La réciprocité générale*, Paris, PUF, 1984.

3. Offe (Claus), Wiesenthal (Helmuth), « Two logics of Collective Action : Theoretical Notes on Social Class and Organizational Forms » in Maurice Zeitlin ed., *Political Power and Social Theory*, Greenwich, JAI Press, 1980.

4. Kolm (Serge-Christophe), *op. cit.*

5. Elster (Jon), *op. cit.*, 1984.

6. Lash (Scott), Urry (John), « The New Marxism of Collective Action : A Critical Analysis », *Sociology*, 18, 1984, p. 33-50.

un certain scepticism. Notons également que la notion de personne « idéologique » chez Pizzorno¹ est différente de ces notions d'altruisme : Pizzorno définit comme « idéologique » le fait d'intégrer à la fonction d'utilité la situation d'une collectivité plutôt que celle d'autres individus.

Bien que la description de motivations non égoïstes ne pose pas de problèmes particuliers à la perspective individualiste, il ne semble pas que nous devions abandonner l'idée de l'intérêt personnel, et ce pour trois raisons. D'abord, l'hypothèse selon laquelle les gens sont altruistes est aussi arbitraire et aussi a-historique que celle de leur égoïsme. En second lieu, il faut écarter l'idée que les problèmes de stratégie disparaîtraient dans une société altruiste, ou même motivée idéologiquement, comme le croient volontiers les adversaires de la théorie économique. Envisagez seulement une situation où ma satisfaction serait pour vous plus importante que la vôtre et où votre satisfaction serait pour moi plus importante que la mienne : nous nous trouverions devant une porte que nous ne pourrions pas franchir simultanément. Ce paradoxe de l'« après vous » donne seulement un avant-goût des problèmes de stratégie qu'on trouverait dans une société altruiste. Ces problèmes sont évoqués par Collard², ainsi que par Buchanan ; pour lui le « paradoxe de la révolution » se présenterait même si les travailleurs étaient « idéologiques »³.

Enfin, une description réaliste de la société, dans laquelle peuvent coexister en permanence des individus égoïstes, altruistes et idéologiques, rend toute analyse théorique quasiment impossible. La force de l'individualisme méthodologique est précisément d'ordre méthodologique : elle réside dans la volonté des économistes néo-classiques de laisser de côté toute complication qui gênerait l'élaboration de réponses aux questions essentielles. Introduire le réalisme de la description revient à couper les cheveux de Samson. C'est pourquoi l'analyse serrée de la rationalité humaine par Elster dans *Ulysse et les sirènes*, saluée par Lash et Urry⁴ comme une « ontologie du processus social et ... non pas simplement une étude heuristique ou une méthode instrumentale pour produire des prédictions sur le monde

1. Pizzorno (Alessandro), « Introduzione allo studio della partecipazione politica », *Quaderni di Sociologia*, 15, 1966, p. 235-286.

2. Collard (David), *op. cit.*

3. Buchanan (Alan), « Revolutionary Motivation and Rationality », *Philosophy and Public Affairs*, 9, 1979, p. 59-82.

4. Lash (Scott), Urry (John), *op. cit.*, p. 39.

social », est véritablement subversive par rapport au projet de l'individualisme méthodologique.

3. *La société irrationnelle*. La troisième critique de la théorie du choix rationnel a d'abord été présentée par Sartre et a été reprise récemment, sous une forme nouvelle, par Pizzorno¹. Ce point est généralement compris et admis par les théoriciens des jeux eux-mêmes : certains jeux n'ont pas de solution. Nos actions ont effectivement des conséquences mais, lorsqu'on agit, ces conséquences ne peuvent pas être prédites (souvent parce qu'elles dépendent totalement d'actions d'autres personnes qui sont dans la même situation). Sartre a montré (dans *Le mur*) que les conséquences de nos actions sont imprévisibles et quelquefois perverses. Comme, dans un monde irrationnel, il n'y a pas de possibilité de mener une action rationnelle, l'irrationalité de celle-ci n'emporte pas critique des individus mais des conditions. Supposons par exemple que la probabilité qu'un gouvernement applique la politique qu'il préconise pendant la campagne électorale soit nulle : aucun vote rationnel ne serait alors possible.

L'argument de Pizzorno, si je l'ai bien compris, s'énonce ainsi : puisque les sources de satisfaction individuelles sont socialement déterminées, les individus ne peuvent pas rationnellement viser des buts à long terme parce que, quand ils atteindraient ces buts, ces derniers pourraient ne plus leur apporter de satisfaction. Il y a ainsi là une version sociale de la remarque de Nietzsche qui relevait que la satisfaction des désirs n'est jamais aussi intense que la douleur qu'entraîne la privation ; phénomène que les économistes appellent « regret », et qu'ils écartent. Pizzorno pense, semble-t-il, que cette situation constitue une condition sociale générale et rend vain le comportement finalisé.

L'accent mis sur l'irrationalité des conditions, qui ne permet pas aux individus d'adopter un comportement rationnel, est l'un des éléments classiques de la critique marxiste du capitalisme. Je doute pourtant que le monde capitaliste soit aussi irrationnel que l'ont décrit les existentialistes. D'autre part, les situations dans lesquelles la ligne d'action individuellement rationnelle aboutit à des états collectivement sub-optimaux abondent dans le système capitaliste et, comme le notait Korsch en 1928², elles existeraient aussi en système socialiste. On

1. Pizzorno (Alessandro), voir, dans ce volume, chap. 12.

2. Korsch (Karl), « What is Socialization », *New German Critique*, 6, 1975, p. 60-82.

peut interpréter l'existence de telles situations comme le signe d'une organisation irrationnelle de la société, mais cela n'implique pas l'impossibilité d'actions individuellement rationnelles¹.

La difficulté présente

De ces trois lignes de contre-attaque marxiste face à la théorie du choix rationnel, l'insistance sur la formation historique de l'identité semble de loin la plus convaincante. Les identités individuelles, et donc les préférences, sont modelées en permanence par la société : cela paraît incontestable. Je crois cependant que ceux qui soutiennent ce point de vue ont le triomphe un peu rapide, et cela pour deux raisons.

En premier lieu, les auteurs qui soulignent le caractère social de la formation des préférences concluent presque tous, à tort, que cette affirmation invalide la conception du comportement comme action rationnelle. C'est vrai de Roemer², de Berger et Offe³, de Pizzorno⁴ et d'Hindess⁵. Roemer estimait originellement que « la formulation individuelle du problème économique empêche en soi une interrogation féconde sur les aspects essentiels du changement et de l'histoire, à savoir la façon dont la réalité sociale produit des êtres sociaux qui agissent ensuite pour tenter de la changer ». On retrouve la même idée chez Pizzorno et chez Hindess, cependant que Berger et Offe font observer que « logiquement, le jeu ne commence qu'une fois que les acteurs ont été constitués, car leur ordre de préférence a été

1. Il convient de noter que les jeux sans solution, comme « le jeu de la mauviette » (*chicken game*) ou « la guerre des sexes », présentent une situation différente de la catégorie des jeux où les stratégies individuelles rationnelles sont collectivement sub-optimales (le Dilemme du Prisonnier). Dans le premier cas, aucune action rationnelle individuelle n'est possible ; dans le second cas, les individus ont une stratégie clairement rationnelle, bien que les conséquences en soient non désirables collectivement. Si les jeux sans solution constituaient un cas de figure fréquent, la théorie du choix rationnel serait discutable comme instrument d'analyse. La grande fréquence du Dilemme du Prisonnier rend d'un autre côté la théorie du choix rationnel particulièrement utile. Il peut donc être trompeur de parler de contre-finalité ou d'effets pervers en général. Cf. à ce sujet Elster (Jon), *Logic and Society*, Londres, Wiley, 1978, et Boudon (Raymond), *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977.

2. Roemer (John E.), « Neoclassicism, Marxism and Collective Action », *Journal of Economic Issues*, 12, 1978, p. 147-161.

3. Berger (Johannes), Offe (Claus), « Functionalism vs. Rational Choice ? : Some Questions Concerning the Rationality of Choosing One or the Other », *Theory and Society*, 11, 1982, p. 521-527.

4. Pizzorno (Alessandro), *op. cit.*

5. Communication personnelle.

formé à la suite de processus qui ne peuvent être considérés eux-mêmes comme faisant partie du jeu ».

Mais, tout d'abord, le fait que les préférences aient été formées n'empêche pas les gens d'y adhérer et d'agir en fonction de celles-ci à un moment donné : la force de l'économie néo-classique réside dans sa capacité à séparer l'analyse de l'action à un moment donné du temps de tout ce qui a créé les conditions de cette action. Ensuite, l'approche du choix rationnel n'« empêche » assurément pas une interrogation sur la formation des préférences, même si l'économie néo-classique considère les préférences comme données. Il n'y a donc pas de contradiction entre l'idée que les préférences sont formées historiquement et celle selon laquelle les gens agissent rationnellement en fonction de leurs préférences. De plus, il n'y a aucune raison de penser que les processus qui aboutissent à la formation de la préférence ne puissent incorporer des actions rationnelles, c'est-à-dire un « jeu », même si ce n'est pas le « même » jeu. En réalité, je crois avoir démontré avec Sprague que les raisons pour lesquelles certains individus, dans certaines circonstances historiques, s'identifient comme travailleurs, découlent de stratégies mises en œuvre par les dirigeants des partis de gauche. Je reste très prudent quant à la validité de théories qui « endogénéisent » la formation des préférences, mais je ne vois pas sur quelles bases méthodologiques on pourrait en rejeter la possibilité¹.

La deuxième raison pour laquelle je juge prématurées les diverses réfutations de la théorie du choix rationnel est la suivante (je l'énonce en désespoir de cause, mais elle n'en est pas moins effective) : il n'y a pas, aujourd'hui, d'autre théorie de l'action individuelle. Je trouve personnellement très peu convaincante la conception du comportement comme expression des normes intériorisées et je pense, de surcroît, que les théories sociales doivent pouvoir expliquer les actions individuelles comme, au-delà, les transformations sociales en termes d'actions individuelles.

Je pense, par conséquent, que le marxisme se trouve dans une situation difficile. L'appareil conceptuel élaboré pour l'analyse des micro-fondements dans le cadre néo-classique est a-historique, il contredit par là même les préoccupations centrales du marxisme. En même temps, c'est le seul appareil conceptuel raisonnable que nous possédions aujourd'hui.

1. On pourrait seulement avancer l'idée d'une véritable indétermination sociale, comme le fait Boudon dans certains passages de son livre, *La place du désordre*, op. cit.

LES ACTEURS COLLECTIFS

Le défi

La conséquence la plus accablante produite par l'individualisme méthodologique peut se résumer ainsi : les gens qui ont en commun les mêmes conditions de vie et les mêmes intérêts n'agiraient pas, en règle générale, collectivement pour promouvoir ces intérêts. Même si l'action collective s'avérait bénéfique pour tous les travailleurs, chaque travailleur n'y prendrait pas part si il ou elle bénéficiait des résultats obtenus, qu'il ou elle y ait pris part ou non. Si Olson¹ et ses partisans ont raison, la classe ouvrière ne saurait devenir un sujet historique collectif, une classe pour soi, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent. Il est compréhensible que ce soit sur cette question qu'aient porté la plupart des réactions marxistes à l'individualisme méthodologique.

Les raisons pour rejeter le dilemme de l'action collective des travailleurs

La validité de l'hypothèse du « ticket gratuit » (*free rider*) en ce qui concerne la classe ouvrière n'a pas été retenue pour de nombreuses raisons : 1. Le problème n'est pas pertinent à partir des bases de l'individualisme méthodologique². 2. Les gens, du moins les travailleurs, ne sont pas égoïstes³. 3. Les travailleurs sont dans des conditions de contrainte si étroites qu'ils n'ont pas de choix ; s'agissant des travailleurs, la théorie du choix rationnel pose un faux problème⁴. 4. Les travailleurs ont particulièrement tendance à modifier mutuellement leur préférence par la communication⁵. 5. Les travailleurs satisfont aux conditions de coopération dans le dilemme du prisonnier itératif⁶ : ils sont très souvent dans la même situation, ils ne savent pas combien de temps ils y resteront et ils ont un faible taux d'es-

1. Olson (Mancur), *La logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.

2. Holmstrom (Nancy), « Rationality and Revolution », *Canadian Journal of Philosophy*, 13, 1983, p. 305-325 ; Pizzorno (Alessandro), op. cit.

3. Booth (D.E.), « Collective Action, Marx's Class Theory, and the Union Movement », *Journal of Economic Issues*, 12, 1978, p. 263-285.

4. Roemer (John E.), op. cit.

5. Offe (Claus), Wiesenthal (Helmuth), op. cit. ; Elster (Jon), op. cit.

6. Shubik (Martin), « Game theory, behavior and the paradox of the Prisoner's Dilemma », *Journal of Conflict Resolution*, 14, 1970, p. 181-202 ; Taylor (Michael), *Anarchy and Cooperation*, New York, John Wiley and Sons, 1976.

compte de temps¹. 6. Les travailleurs satisfont aux conditions de changement endogène des probabilités de succès² : quand certains d'entre eux lancent l'action collective, la probabilité de succès de cette action augmente, ce qui signifie que le bénéfice escompté augmente aussi, et ceci l'emporte sur le coût escompté pour certains travailleurs supplémentaires, dont la participation à son tour fait croître la probabilité de succès, etc.³.

Les trois premiers points écartent totalement la problématique du ticket gratuit ; les trois derniers admettent la validité des hypothèses de la théorie néo-classique de l'action collective dans certains contextes, mais avancent des arguments selon lesquels les implications de cette théorie ne vaudraient pas pour les travailleurs. Il n'est pas indifférent qu'aucun des trois derniers points n'ait jamais été démontré, empiriquement ou même formellement, à propos des travailleurs : il s'agit au mieux de conjectures que l'on prend pour des réalités. Il faut noter également la façon dont on a tendance à formuler le problème : tous ces arguments supposent qu'il y a quelque chose d'erroné dans une théorie qui estime que les travailleurs ne s'organiseraient pas, en général, en classe et n'entreprendraient pas divers types d'action collective, et tout particulièrement une révolution socialiste. Il y a un côté surréaliste dans la question « Qu'est-ce qui pousse le prolétariat à faire la révolution socialiste ? »⁴ Le prolétariat n'a jamais fait de révolution socialiste. Les travailleurs, il faut le souligner, ne sont pas même organisés en classe : dans quelques pays, la plupart d'entre eux sont membres d'une fédération syndicale centralisée mais, en général, ils ne sont pas tous syndiqués, peu appartiennent au même syndicat, beaucoup ne sont pas inscrits dans les partis de gauche ou ne votent pas même pour ces derniers, beaucoup s'abstiennent de participer à d'autres entreprises collectives, tandis que les syndicats, les partis et autres organisations adoptent des stratégies qui s'opposent parfois aux intérêts collectifs de la classe ouvrière. Certes, les syndicats et les partis ouvriers existent et ont des effectifs assez importants,

1. Edel (Matthew), « A note on collective action, Marxism, and the Prisoner's Dilemma », *Journal of Economic Issues*, 13, 1979, p. 751-761 ; Shaw (William H.), « Marxism, revolution, rationality » in Ball (Terence), Farr (James) ed., *After Marx*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

2. Granovetter (Mark), « Threshold Models of Collective Behavior », *American Journal of Sociology*, 83, 1978, p. 1420-1443.

3. Kavka (Gregory S.), « Two Solutions to the Paradox of Revolution » in French (Peter A.), Uehling (Theodore E.), Jr. et Wettstein (Howard K.) ed., *Midwest Studies in Philosophy*, 7, Minneapolis University of Minnesota Press, 1982.

4. Shaw (William H.), *op. cit.*, p. 12.

mais le défaut de la théorie néo-classique de l'action collective n'est pas dans sa moindre validité empirique au sujet des travailleurs par rapport aux théories collectivistes.

La question centrale que pose l'individualisme méthodologique est la suivante : à quelles conditions (entre « toujours » et « jamais ») la solidarité (la coopération de classe) est-elle rationnelle pour les travailleurs individuels ou pour des groupes particuliers de travailleurs ? Une importante réponse à cette question vient d'être proposée par Michaël Wallerstein¹, qui a montré que : 1. les syndicats essaient d'organiser tous les travailleurs qui sont en concurrence sur le même marché du travail et seulement ceux-là ; 2. ils collaborent dans les économies de petite taille qui dépendent du commerce extérieur et cherchent à coopérer avec les employeurs s'ils peuvent tirer parti d'un quelconque monopole (notamment une protection). La théorie de Wallerstein fournit les micro-fondements du phénomène qualifié de « néo-corporatisme » et permet de progresser considérablement dans l'explication des types de structure syndicale des diverses sociétés capitalistes.

Notons que l'analyse qui précède concernait les travailleurs. L'idée que les capitalistes n'ont pas la capacité, ou la volonté, de s'organiser et d'agir collectivement en tant que classe fait traditionnellement partie de la doctrine marxiste, indépendamment de l'individualisme méthodologique et préalablement à lui. L'hypothèse selon laquelle les capitalistes ont des intérêts conflictuels qui font obstacle à leur action collective était un élément essentiel de l'œuvre de Poulantzas². Whitt³ a pourtant récemment fourni un très intéressant exemple concret où les capitalistes se sont effectivement organisés en dépit de leurs conflits d'intérêts. La question de l'unité de la bourgeoisie a toujours été placée au premier plan chez les auteurs latino-américains⁴, tandis

1. Wallerstein (Michaël), *The Micro-Foundations of Corporatism : Formal Theory and Comparative Analysis*, Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Washington DC, 1984 ; *Working class solidarity and rational behavior*, Ph. D. dissertation, University of Chicago, 1985.

2. Poulantzas (Nicos), *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1969.

3. Whitt (J.A.), « Can capitalists organize themselves ? », *Insurgent Sociologist*, 9, 1979, p. 51-59.

4. Cardoso (Fernando H.), *Ideologías de la burguesía industrial en sociedades dependientes (Argentina y Brasil)*, Mexico, Siglo XXI, 1971 ; Evans (Peter), « Reinventing the Bourgeoisie : State Entrepreneurship and Class Formation in the Context of Dependent Capitalist Development » in Burawoy (Michael), Skocpol (Theda) ed., *Marxist Inquiries*, supplément à l'*American Journal of Sociology*, 88, 1982, p. 210-248 ; Zeitlin (Maurice), Ratcliff (Richard), « Research Methods for Analysis of the Internal Structure of Dominant Classes : the Case of Landlords and Capitalists in Chile », *Latin American Research Review*, 10, 1975, p. 5-61.

qu'aux Etats-Unis, on menait à bien beaucoup de travaux empiriques de grand intérêt sur la séparation de la propriété et de l'autorité, les imbrications des rôles d'autorité d'une entreprise à l'autre, et d'autres formes d'organisation de la classe capitaliste¹. Enfin, le problème de l'organisation de classe capitaliste a été récemment présenté systématiquement dans la perspective théorique du choix rationnel par Bowman².

Tout compte fait, la perspective de l'individualisme méthodologique oblige à un complet ré-examen de la théorie marxiste de l'action de classe. Tel qu'Olson le formule, le ticket gratuit décrit sans doute de manière inexacte l'action collective chez les travailleurs, mais l'attaque néo-classique contre la théorie marxiste de l'action de classe a eu néanmoins un effet extrêmement salutaire. J'en vois un symptôme dans le fait que les textes écrits il y a seulement quelques années, dans lesquels la « classe ouvrière » était en marche à travers l'histoire dans l'intérêt des travailleurs, donnent aujourd'hui l'impression d'une naïveté gênante. Je suis loin d'être certain qu'il subsistera, en définitive, quelque chose de la théorie marxiste de l'action de classe. Puisque la théorie formelle du comportement collectif connaît, quant à elle, un développement rapide, je suis convaincu que nous n'en sommes qu'aux débuts de l'étude de la question de l'action de classe.

Faiblesse de la théorie néo-classique de l'action collective

Dans le même temps, la perspective marxiste classique met en lumière deux faiblesses de la théorie néo-classique de l'action collective : 1. le problème stratégique auquel sont confrontés individuellement les travailleurs n'est pas d'utiliser le ticket gratuit pour fournir des biens publics, mais de se trouver en concurrence pour obtenir l'emploi ; 2. le problème de l'organisation de chaque classe (et d'autres

1. Voir Zeitlin (Maurice), « Corporate Ownership and Control : the large Corporation and the Capitalist Class », *American Journal of Sociology*, 79, 1974, p. 1073-1119. Pour une présentation féconde : Glasberg (Davita S.), Schwartz (Michael), « Ownership and Control of Corporations », *Annual Review of Sociology*, 9, 1983, p. 1420-1443, pour un compte rendu de l'état actuel des connaissances.

2. Bowman (John), « The logic of Capitalist Collective Action », *Social Science Information*, 21, 1982, p. 571-604. « The politics of the market : economic competition and the organization of capitalists » in Zeitlin (Maurice) ed., *Political power and social theory*, 5, 1984.

collectivités) ne peut être considéré sans référence à la relation des membres individuels d'une classe à l'autre classe.

1. *La situation stratégique des travailleurs*. De façon quelque peu surprenante, tous les auteurs marxistes qui réagissent au paradoxe du ticket gratuit acceptent la manière dont Olson présente la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs individuels ; je pense, au contraire, que cette présentation est inexacte.

Je vais tenter d'établir une distinction au moyen d'un exemple puisque je ne suis pas très sûr de la façon de conceptualiser mon objection. Imaginons un carrefour avec quatre pompes à essence, une à chaque coin. Selon Olson et ses partisans, les propriétaires des pompes se heurtent au problème du ticket gratuit lorsqu'ils essaient d'installer à l'intersection un éclairage qui amènerait davantage de clients la nuit. Ils profiteraient tous de passages plus nombreux mais, puisque chacun bénéficierait de toute manière de l'installation de cet éclairage, personne ne voudra en assumer le coût. Jusqu'à l'apparition du problème de l'éclairage, les propriétaires des pompes à essence n'ont pas de problème de stratégie ; pour Olson, ils se trouvent dans un « contexte pré-stratégique ». Mais est-ce exact ? Les pompes à essence sont en concurrence : chacune baisse ses prix (ou augmente le service) pour attirer à elle les clients. Il en résulte une guerre des prix : les prix baissent, et les propriétaires des pompes à essence sont tous perdants. Il est clair qu'une des solutions à ce problème consiste en une forme d'entente sur les prix (ou de différenciation du service) et nous pourrions dire que cette entente constitue un « bien public ». Je crois toutefois que cette manœuvre terminologique laisse dans l'ombre une différence fondamentale : les pompes à essence se trouvent en réalité dans une situation stratégique, précisément celle du dilemme du prisonnier, en raison de l'interdépendance de leur consommation privée et rivale, avant, et indépendamment de toute action qui aboutirait à fournir des biens non rivaux en consommation (les « biens publics »).

Or je pense que les travailleurs (et, à certains égards, les capitalistes)¹ sont dans la seconde situation, à savoir dans une situation analogue à la guerre des prix. Les travailleurs individuels sont en concurrence : ils proposent leurs salaires à la baisse dans la recherche de l'emploi. Il en résulte une baisse du niveau général des salaires. Les travailleurs sont ainsi dans la situation stratégique du dilemme

1. Bowman (John), *op. cit.*

du prisonnier pour leur consommation privée. Il est exact que, lorsque les travailleurs créent un syndicat ou s'engagent dans des actions collectives sous d'autres formes, ils peuvent se heurter au problème du ticket gratuit, c'est-à-dire le dilemme du prisonnier lié aux actions conçues pour fournir des biens non rivaux en consommation. Mais ils ont besoin de s'organiser non pas pour fournir des biens publics, mais afin d'éviter de se faire concurrence entre eux dans leur recherche de biens privés : ils ne peuvent pas échapper à la question de l'organisation parce que leur confrontation à la situation du dilemme du prisonnier est un aspect constitutif de leur position de classe en tant que travailleurs.

Si cet argument est juste, la représentation des intérêts propres à des individus inscrits dans une situation de dilemme du prisonnier est impossible : il en est ainsi parce que les intérêts particularistes sont ceux qui opposent les individus les uns aux autres. Si une solution est simultanément la meilleure pour tous, alors leurs intérêts « communs » peuvent être représentés : dans la terminologie de Sartre¹, leur intérêt de « groupe » est identique à leurs intérêts « sériels ». Mais si les individus sont en concurrence, alors leurs intérêts « communs », de groupe, ne sont plus les mêmes que leurs intérêts particularistes, sériels : leur intérêt de groupe est d'éviter la sub-optimalité collective liée à la concurrence, alors même que la réalisation de cet intérêt de groupe ne procure pas le meilleur résultat pour chaque individu pris isolément. Le seul intérêt « représentable » est précisément l'intérêt lié à la coopération entre concurrents potentiels. Ainsi, la « représentation » doit nécessairement impliquer la coercition, des sanctions pour dissuader les membres individuels de ne pas coopérer. Si les syndicats et/ou les partis ne sont pas en mesure, en ayant recours à la discipline, d'éviter que les travailleurs ne se fassent une concurrence mutuelle, aucune organisation de classe n'est possible². En même temps, on peut supposer que le mécontentement individuel est une caractéristique permanente des organisations de classe : les intérêts particularistes ne sont pas représentés et chacun améliorerait sa situation en ne coopérant pas.

2. *Relations sociales et action collective.* Une des faiblesses majeures de la présentation néo-classique du problème de l'action collective est

1. Sartre (Jean-Paul), *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960.

2. Voir Przeworski (Adam), Sprague (John), *op. cit.*, pour une analyse plus détaillée du rôle de ces partis.

que l'organisation de chaque groupe y est considérée isolément par rapport au reste de la société (parce que, dans cette théorie, il n'y a pas de contexte, « pré-stratégique » ou autre). Les travailleurs organisent des « syndicats », les capitalistes construisent des *lobbies*, ils découvrent leurs problèmes propres résultant de ce processus et, en cas de succès seulement, ils finissent peut-être par se rencontrer. Mais les travailleurs et les capitalistes (et d'autres) sont en relation en dehors de et préalablement à tout processus d'organisation : ils s'organisent toujours par rapport à l'autre classe. Les travailleurs se trouvent en concurrence entre eux en proposant la baisse des salaires, tandis qu'ils vendent leur force de travail aux entreprises. Les décisions des entreprises sur le taux d'investissement, l'intensité du changement technologique et l'utilisation de leurs capacités, leurs prévisions du comportement d'autres entreprises et des consommateurs : voilà autant d'aspects du comportement des capitalistes qui constituent une contrainte paramétrique pour la concurrence entre travailleurs. De plus, comme l'ont montré Schmitter et Brand¹, l'association entre capitalistes affecte le problème organisationnel des travailleurs.

On peut noter qu'en lisant Marx dans cette optique, on trouve des éléments suggérant que c'est peut-être ainsi qu'il conceptualisait lui-même les rapports de classe. Dans *L'idéologie allemande*, Marx et Engels relevaient que « les individus distincts ne forment une classe que dans la mesure où ils ont à mener une lutte contre une autre classe ; sinon, ils sont en situation d'hostilité mutuelle en tant que concurrents ». Dans *Misère de la philosophie*, Marx a écrit que « la coalition a toujours un double but, celui de mettre fin à la concurrence parmi les travailleurs afin qu'ils puissent poursuivre la concurrence générale avec les capitalistes ». On trouve des expressions analogues dans *Le manifeste communiste* et plusieurs autres textes. L'ontologie de la société qui se dégage de ces textes est celle d'une société de travailleurs individuels qui sont simultanément dans une situation de concurrence avec d'autres travailleurs et dans une relation de conflit collectif avec les capitalistes. Chaque travailleur trouve son compte à entrer en concurrence avec d'autres travailleurs, mais tous les travailleurs peuvent améliorer leur situation en s'organisant contre les capitalistes².

1. Schmitter (Philippe C.), Brand (Donald), *Organizing Capitalists in the United States: the Advantages and Disadvantages of Exceptionalism*. Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Chicago, 1979.

2. Tsebelis (George), *When will the prisoners cooperate?*, texte non publié, Was-

Ce qui fait problème, dans l'individualisme méthodologique, à mon sens, n'est donc pas le postulat que toutes les actions collectives doivent être explicables par référence à la rationalité individuelle, mais sa conception ontologique de la société comme collection d'individus indifférenciés et sans relation les uns aux autres. Une ontologie satisfaisante n'est ni celle de deux classes prêtes-à-agir, ni celle d'individus abstraits : elle montrerait plutôt que les individus sont pris dans différents types de relations avec d'autres individus à l'intérieur d'une structure sociale que l'on peut représenter de manière multi-dimensionnelle.

LE CONFLIT DE CLASSES

La structure du conflit de classes dans le capitalisme démocratique

La théorie marxiste traditionnelle de la structure du conflit de classes est extrêmement sommaire et, à mon avis, à la fois non validé du point de vue logique et fausse empiriquement. Je fais ici référence à la théorie de Marx qui est énoncée de la manière la plus explicite dans *Travail salarié et capital*, où il affirmait que les intérêts des travailleurs et des capitalistes constituent un jeu à sommes nulles, à la fois statiquement et dynamiquement. Ce modèle du conflit des intérêts de classe a été utilisé d'une façon mécanique dans la plupart des ouvrages de théorie marxiste, ceux en particulier qui portent sur la théorie de l'Etat ; les intérêts des travailleurs n'y sont même pas analysés de manière précise puisqu'ils sont toujours traités comme le complément des intérêts des capitalistes.

Statiquement, l'affirmation suivante est exacte mais banale : puisque, en un instant donné du temps, le produit social est par définition constant, ce que gagne quelqu'un est perdu par quelqu'un d'autre. Mais si nous admettons l'existence d'un devenir, les choses deviennent beaucoup plus complexes. Gramsci, le premier, a analysé la dépendance de la société tout entière par rapport au capital, dépendance qui rend seule possible l'hégémonie de la bourgeoisie. Sa thèse centrale - à prendre pour une hypothèse empirique dont la validité n'est pas

hington University, St Louis, 1985, donne quelques éléments formels pour l'analyse de ce genre de jeux.

certaine - est la suivante : du fait de la propriété privée de la richesse, les décisions d'affectation des ressources productives étant privées et visant des intérêts privés, le progrès des intérêts matériels de chacun dans une société dépend de la compatibilité de ces intérêts avec ceux des détenteurs de richesses. Je me référerai à cette hypothèse sous le nom de « dépendance structurelle par rapport au capital »¹.

Dans le détail, l'hypothèse de la dépendance structurelle par rapport au capital se fonde sur les postulats suivants : 1. l'investissement est une condition nécessaire de l'amélioration des conditions matérielles futures de chacun au sein d'une société ; 2. les décisions d'investissement sont une prérogative privée, attachée à la propriété, et ont pour finalité le profit ; 3. toute exigence qui menace la rentabilité de l'investissement entraîne la chute du taux d'investissement ; donc 4. la satisfaction de tout intérêt particulier dépend de sa compatibilité avec le profit privé des détenteurs de richesses. Il faut souligner que ce mécanisme s'applique à tout le monde, et non pas seulement à la classe ouvrière. Dans la mesure où la satisfaction de leurs intérêts requiert des moyens matériels, cette observation s'applique aux minorités qui aspirent à l'égalité économique, aux femmes qui cherchent à modifier la division du travail au sein du ménage, aux personnes âgées qui aspirent à la sécurité matérielle, aux travailleurs qui veulent de meilleures conditions de travail, aux hommes politiques qui souhaitent être réélus et aux militaires qui veulent des bombes. C'est en ce sens que le capitalisme est une société de classe : non pas au sens où il y a toujours deux classes toute faites², mais au sens où la structure de la propriété caractéristique du capitalisme rend les conditions matérielles de chacun dépendantes de décisions privées prises par les détenteurs de richesses.

La dépendance structurelle par rapport au capital ouvre la possibilité de compromis entre travailleurs organisés et capitalistes. Dans ce cadre, les travailleurs acceptent l'institution du profit (et donc de la propriété privée de la richesse) et les capitalistes investissent et acceptent des aménagements politiques, la démocratie, ce qui permet aux travailleurs de faire avancer leurs revendications en bénéficiant d'une certaine partie du produit social. Comme Wallerstein et moi-même

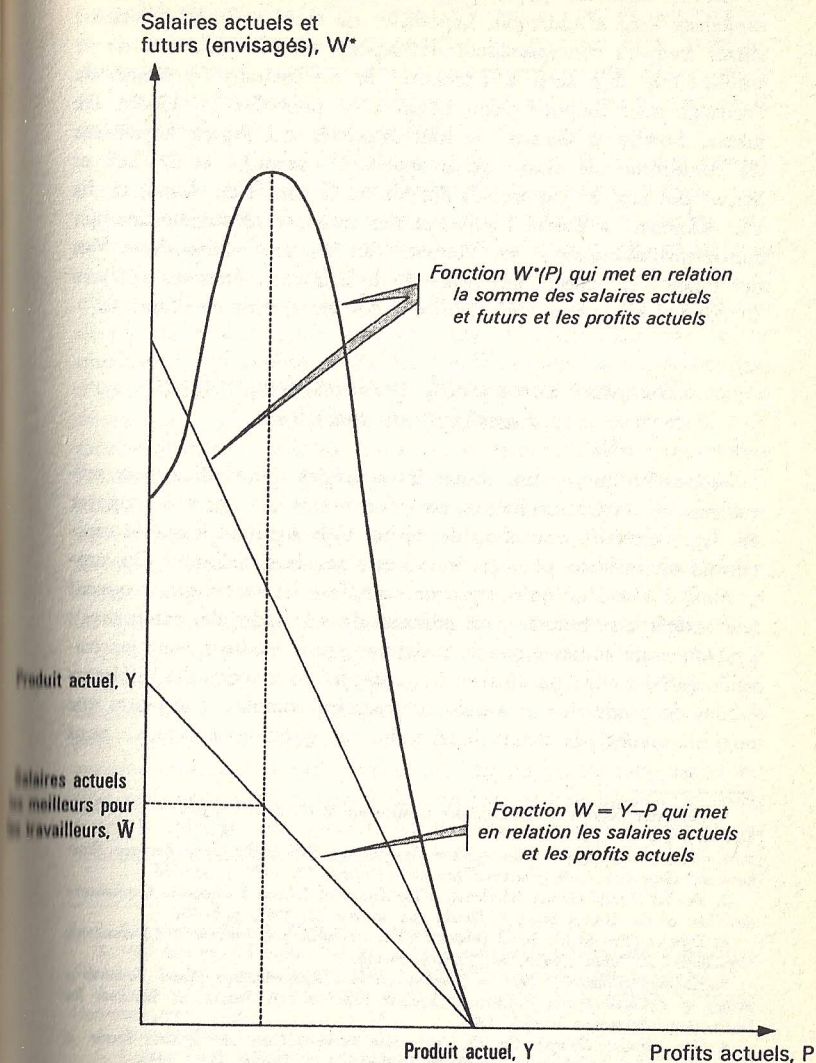
1. Voir Przeworski (Adam), « Material Bases of Consent : Politics and Economics in an Hegemonic System », *Political Power and Social Theory*, 1, 1980, p. 23-68, pour une interprétation de Gramsci dans cette perspective.

2. Comme l'a récemment affirmé John Manley, « Neo pluralism : a class analysis of pluralism I and pluralism II », *American Political Science Review*, 77, 1984, p. 368-384 avec les répliques de Charles Lindblom et Robert Dahl.

avons analysé ailleurs ce type de compromis, je n'insisterai ici que sur la structure théorique du jeu de la relation entre intérêts des travailleurs et intérêts des capitalistes.

Examinons la figure suivante. La droite de pente -1 , $W = Y - P$ représente toutes les répartitions possibles du produit national entre salaires et profits à tout instant du temps, quand le produit Y est fixe (la distance de cette droite à l'origine mesure le montant du produit). Le long de cette droite, il y a une relation constante entre salaires et profits : quand les salaires augmentent, les profits baissent et vice versa. C'est le modèle marxiste classique du conflit des intérêts de classe. Examinons maintenant la deuxième droite où les salaires sont mesurés comme somme des salaires actuels et des salaires que les travailleurs envisagent de recevoir dans un certain avenir, W^* . Si cette droite descend encore régulièrement, alors l'extension chez Marx du statique au dynamique est juste et le conflit des intérêts matériels oppose irrévocablement les classes l'une à l'autre : les travailleurs voudront confisquer les réserves de capital, même si le produit augmente, puisque la valeur actuelle des salaires futurs est plus petite si le profit actuel est plus grand. Mais si les salaires futurs des travailleurs dépendent de l'investissement actuel et si celui-ci dépend des profits actuels, alors il est possible que la fonction qui met en relation les salaires actuels et futurs d'une part, et les profits actuels d'autre part, $W^*(P)$, ressemble à la courbe du haut : avec un maximum de salaires pour une certaine valeur positive des profits actuels. Le niveau des salaires actuels correspondant au niveau des profits actuels qui maximise la somme des salaires actuels et futurs (appelons-le \bar{W}) est plus bas que le produit actuel : d'où il ressort que les travailleurs qui se préoccupent de l'avenir proposeront dans ce cas un resserrement des salaires et consentiront à l'appropriation des profits par les capitalistes. Que ceci soit la situation à laquelle sont confrontés les travailleurs, c'est-à-dire que la fonction $W^*(P)$ ait un maximum interne, dépend 1. de la fonction qui met en relation le taux d'investissement et les profits et 2. d'institutions et de conditions politiques qui déterminent si les travailleurs peuvent ou non raisonnablement espérer dans l'avenir bénéficier de l'investissement actuel. Il a été démontré qu'il peut exister des conditions où les deux classes opéreraient pour un compromis¹.

1. Przeworski (Adam), Wallerstein (Michaël), « The Structure of Class Conflict in Democratic Capitalist Societies », *American Political Science Review*, 76, 1982, p. 215-236.



Ceci ne constitue qu'un modèle du conflit des intérêts en système capitaliste dans le cadre des hypothèses du choix rationnel. Plusieurs autres analyses conceptualisent des aspects un peu différents de ce conflit : on doit ainsi à Lancaster¹ la présentation fructueuse de l'échange inter-temporel ; son travail a été poursuivi par Hoel². De même, Bowles et Gintis³ se sont intéressés aux aspects keynésiens du compromis de classe qu'ils appellent « accord » et Dirickx et Sertel⁴ ont analysé l'impact de l'impôt sur le conflit de classes, tandis que Kleiman⁵ a étudié l'influence des menaces révolutionnaires (et contre-révolutionnaires) sur l'impôt. Van Winden⁶, Borooah et Van der Ploeg⁷, et Schott⁸ ont proposé, de leur côté, plusieurs analyses de conflits impliquant des syndicats, des entreprises de l'Etat.

Bien-être comparatif, systèmes économiques et transition au socialisme

Supposons que, parmi toutes les stratégies qui s'offrent aux travailleurs en système capitaliste, ceux-ci trouvent leur intérêt à proposer un degré élevé de restriction de salaire. Cela signifie-t-il que le capitalisme est meilleur pour les travailleurs que le socialisme ? Ou supposons, à l'inverse, qu'en système capitaliste les travailleurs trouvent leur intérêt à se montrer très militants dans le cadre des entreprises : peut-on alors soutenir que le socialisme serait meilleur pour les travailleurs ? La question du bien-être comparé en fonction des différents modes de production se révèle extrêmement complexe ; je pense que nous ne savons pas comment répondre aux questions ci-dessus : nous

1. Lancaster (Kevin), « The Dynamic Inefficiency of Capitalism », *Journal of Political Economy*, 81, 1973, p. 1092-1109.

2. Hoel (Michael), « Distribution and Growth as a Differential Game Between Workers and Capitalists », *International Economic Review*, 19, 1978, p. 335-350.

3. Bowles (Sam), Gintis (Herbert), « The Crisis of Liberal Democratic Capitalism : the Case of the United States », *Politics and Society*, 11, 1982, p. 51-93.

4. Dirickx (Yvo M.I.), Sertel (Murat), « Class conflict and Fairness in "Democratic Capitalism" », *Public Choice*, 34, 1979, p. 99-116.

5. Kleiman (Ephraim), *Fear of Confiscation and Redistribution. Notes Towards a theory of Revolution and Repression*, Seminar Paper n° 247, Stockholm, Institute for International Economic Studies, 1983.

6. Van Winden (Frans), *On the Interaction between State and Private Sector. A study in Political Economics*, Gravenhage, Drukkerij J.H. Pasman B.V., 1983.

7. Borooah (V.K.), Van der Ploeg (Frederick), *Political Aspects of the Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

8. Schott (Kerry), *Policy, Power and Order. The Persistence of Economic Problems in Capitalist States*, New Haven, Yale University Press, 1984.

avons tenté de présenter cette question¹, mais sans y apporter véritablement de solution². De même, j'ai analysé dans un autre texte³ les aspects transitionnels pour montrer que les coûts de la transition pouvaient amener les travailleurs à rester attachés au capitalisme, même si le socialisme était un système supérieur du point de vue de la satisfaction de leurs besoins matériels.

Par rapport à l'individualisme méthodologique, le problème général de la théorie de la révolution s'énonce comme suit : à quelles conditions des personnes qui détiennent, en partie ou en totalité, des ressources aliénables et inaliénables données et vivent dans un système économique, préféreraient-elles un autre système économique donné, c'est-à-dire un système de droits de propriétés et/ou de mécanismes de répartition différent ? Roemer⁴ a fixé un cadre à l'analyse de ces questions : il a montré à quelles conditions une classe particulière d'agents économiques serait mieux lotie dans un système économique donné. Les analyses récentes de Roemer rattachent cette étude à la théorie distributionnelle de la justice, et certains résultats concernant l'institution de la propriété privée de la richesse sont saisissants⁵. Malheureusement, l'appareil conceptuel de l'ajustement instantané à un équilibre général ne permet pas d'étudier la dynamique de différents systèmes économiques, mais seulement de comparer leurs équilibres statiques⁶. Par conséquent, les analyses de Roemer clarifient les questions éthiques mais nullement les problèmes politiques.

Notons que les postulats de l'individualisme méthodologique conduisent à formuler le problème de la révolution d'une façon qui entraîne des conséquences politiques essentielles. La question que l'on pose à propos du socialisme est de savoir si les individus vivant en système capitaliste se prononcent en sa faveur. Cette formulation est trop rudimentaire pour fournir des réponses sans ambiguïté : on peut poser la question de savoir si les individus concrets qui vivent en système capitaliste sont autonomes et donc responsables de leurs pré-

1. Przeworski (Adam), Wallerstein (Michaël), *op. cit.*

2. Voir également Tsebelis (George), « Comments on Przeworski and Wallerstein », *American Political Science Review*, 1984, p. 687-707 et notre réponse, p. 707-720.

3. Przeworski (Adam), *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

4. Roemer (John E.), *op. cit.*

5. Roemer (John E.), *Public ownership and the Private Property Externalities*, Working Paper n° 252, Davis C.A., Department of Economics, University of California at Davis, 1984.

6. Przeworski (Adam), « The Ethical Materialism of John Roemer », *Politics and Society*, 11, 1982, p. 289-313.

férences et on peut débattre des méthodes d'agrégation des préférences individuelles. Mais la perspective méthodologique suggère un certain scepticisme démocratique : la première question à poser à propos de tout projet d'avenir est de savoir si les individus concrets inscrits dans leurs conditions historiques propres exprimeraient et continueraient d'exprimer une préférence pour ce projet au moyen d'un mécanisme électoral raisonnable.

En résumé, même les auteurs qui sont sceptiques quant au point de départ d'une démarche individualiste sont néanmoins d'accord pour reconnaître que c'est au niveau des analyses du conflit de classes que la force de la perspective du choix rationnel est la plus éclatante. Un certain nombre de spécialistes des alliances de classes rejettent bien l'utilisation du calcul stratégique formel¹, mais ils sont en fait contraints d'avoir recours à ce calcul dans leur analyse. Après tout, la théorie des jeux n'est qu'une théorie formelle du conflit et, pour le meilleur ou pour le pire, c'est la seule qui soit disponible.

L'« ÉCONOMIE », LA POLITIQUE ET L'ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE

J'aimerais, pour terminer, relever une faiblesse technique grave de l'appareil formel de la théorie des jeux. Revenons d'abord en arrière.

La théorie économique marxiste, et elle a cela en commun avec l'économie néo-classique, repose sur l'analyse de l'équilibre comme outil méthodologique principal. De plus, l'équilibre utilisé traditionnellement dans les deux théories est le même : c'est le modèle de l'économie de concurrence : un grand nombre d'agents, de ménages ou d'entreprises, qui sont capables de déplacer leurs ressources aliénables ou leur travail d'un secteur à l'autre et d'échanger des marchandises et des services. Pour chacun de ces agents, le reste du système est donné comme un paramètre qu'il prend en compte dans son problème de maximisation. Dans la nouvelle économie classique, les acteurs privés anticipent sur les décisions gouvernementales tout en étant en concurrence mutuelle, chaque individu faisant face à un environnement paramétriquement donné². A l'autre extrême, nous

1. Cardoso (Fernando H.), Faletto (Enzo), *Dependencia y Desarrollo en América Latina*, Mexico, Siglo XXI, 1969.

2. Sargent (Thomas J.), « Beyond Demand and Supply Curves in Macroeconomics », *American Economic Review*, 72, 1982, p. 382-389.

avons des modèles de monopole et de duopole, ainsi que des modèles où le seul acteur est le gouvernement qui anticipe le comportement des acteurs économiques (producteurs et consommateurs¹ ; plusieurs groupes d'intérêts² ; ou des individus comme dans les modèles de cycles électoraux). Aucune analyse ne porte sur une situation intermédiaire entre le marché concurrentiel et deux acteurs stratégiques.

Cet état de choses peut surprendre, étant donné que la plupart des descriptions de sociétés capitalistes contemporaines soulignent le fait que les acteurs pertinents sont en nombre limité, et que leurs actions comportent des stratégies qui ne sont pas des stratégies de marché. Si nous voulons dresser la simple liste des acteurs internes à une société dont les stratégies modèlent une économie capitaliste caractéristique, nous y incluons le gouvernement, le Parlement, peut-être un certain nombre d'agences de régulation spécialisées et, dans certains pays, la Banque centrale ; nous ajouterions ensuite les organisations patronales, certaines grandes sociétés, et peut-être les banques privées ; les syndicats, souvent d'autres organisations et puis les ménages et les entreprises en général. Si nous devons énumérer les actions possibles de ces acteurs, les acteurs privés seulement, nous ne nous limiterions pas au déplacement de ressources et de travail d'un secteur à l'autre, mais il faudrait y ajouter toutes les formes d'entente, de coopération, de coordination, de pression, etc. Pour dire les choses abruptement, la plupart des descriptions montrent que nous vivons dans des sociétés corporatistes³, alors que toutes les analyses oscillent entre l'étude des équilibres concurrentiels et celle des industries duopolistes.

Ce n'est peut-être pas le fait du hasard : l'appareil technique de la théorie des jeux est presque sans utilité pour rendre compte des situations qui mettent en présence plus de deux acteurs, sans qu'ils soient pour autant très nombreux. A mesure que croît le nombre des acteurs, la solution de non-coopération de Nash se rapproche de l'équilibre concurrentiel et la solution est alors techniquement immé-

1. Voir Peltzman (Samuel), « Toward a More General Theory of Regulation. With Comments by Jack Hirshleifer and Gary Becker », *Journal of Law and Economics*, 19, 1976, p. 211-240.

2. Voir Becker (Gary S.), « A Theory of Competition Among Pressure Groups for Political Influence », *The Quarterly Journal of Economics*, 68, 1983, p. 371-400.

3. Schmitter (Philippe C.), « Still the Century of Corporatism ? » in Pike (Frederick), Strich (Thomas) ed., *The New Corporatism* Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1974 ; voir Cawson (Alan), Ballard (John), *A Bibliography of Corporatism*, Florence, European University Institute, Working Paper n° 84/115, 1984, pour une bibliographie plus récente.

diète. Avec deux acteurs, la solution appropriée n'apparaît pas toujours clairement : on peut penser à la théorie de l'équilibre de Nash où deux acteurs décident indépendamment l'un de l'autre, à celle de Stackelberg où l'un des acteurs anticipe sur les réactions de l'autre, ou encore à une solution plus complexe qui implique des engagements. Toutes ces hypothèses sont des solutions types dans le cas de deux personnes. La difficulté est autre : alors que les conceptions de la solution ne changent pas, quel que soit le nombre des joueurs, les difficultés techniques deviennent considérables quand le nombre des acteurs stratégiques est supérieur à deux. Je ne suis donc pas particulièrement optimiste quant à l'avenir des applications formelles de la théorie des jeux à l'étude des conflits inter-groupes et notamment à l'étude des alliances de classes.

Il ressort de tout ceci que les analyses formelles, sur la base de la théorie des jeux, de conflits inter-groupes, ne seront pas convaincantes tant qu'elles ne se fonderont pas sur des conceptions de l'équilibre historiquement plus descriptives. J'ai le sentiment, par conséquent, que l'individualisme méthodologique nous contraindra à nous montrer plus prudents et plus explicites dans l'analyse des situations stratégiques, notamment des alliances de classe et des relations au sein des groupes sociaux et des appareils d'Etat, mais les analyses déductibles formelles de cette nature ne me semblent pas avoir beaucoup d'avenir, tout au moins tant que la théorie des jeux ne s'extirpera pas de ses balbutiements mathématiques. En outre, cette limitation technique restreint fort l'utilité de la théorie des jeux pour des analyses historiques comparées. En tout état de cause, il existe déjà des analyses non techniques de dynamiques politiques et économiques engendrées par des changements d'alliances de classes qui ont donné naissance à des travaux de qualité remarquable, au premier rang desquels figure l'analyse de l'Argentine par O'Donnell¹.

RÉSUMÉ ET PERSPECTIVES

Si l'on accepte la validité méthodologique des postulats individualistes, la plupart, voire la totalité des préoccupations classiques de la théorie marxiste, doivent subir un réexamen radical. Les résultats

1. O'Donnell (Guillermo), « State and Alliances in Argentina, 1956-1976 », *Journal of Development Studies*, 15, 1978, p. 3-33.

confirmeront-ils ou non, en définitive, certaines propositions concrètes de la théorie marxiste de l'histoire ? La théorie qui en résultera sera-t-elle en un quelconque sens « marxiste » ? Je n'ai pas de réponse à ces questions. Je crois qu'il faut relever le défi de l'individualisme méthodologique. La seule autre solution serait de soutenir avec Cohen¹ que

... le marxisme s'intéresse fondamentalement non pas au comportement, mais aux forces et aux relations qui le contraignent et l'orientent. Quand nous passons de l'immédiateté du conflit de classes à son aboutissement à long terme, la théorie des jeux s'avère inutile parce que cet aboutissement est pour le matérialisme historique régi par une dialectique de forces et de rapports de production qui est première par rapport au comportement de classe et n'est pas explicable en termes de comportement.

Ceci me paraît relever davantage d'un scénario pour *La guerre des étoiles* que de la théorie sociale. J'aurais tendance à penser que, pour le matérialisme historique, le moteur de l'histoire est la lutte des classes, et non la Force.

Parallèlement, je trouve la déclaration programmatique d'Elster quelque peu stérile : « Par individualisme méthodologique, écrit-il, j'entends la doctrine selon laquelle tous les phénomènes sociaux (leur structure et leur transformation) sont explicables en principe en termes d'individus - leurs propriétés, leurs buts et leurs idées.² » Elster est en bonne compagnie : il aurait pu citer la phrase de Marx (dans *La Sainte famille*) : « L'histoire n'est rien d'autre que l'activité d'hommes poursuivant leurs fins. » Ces expressions sonnent bien mais, comme le notait Marx lui-même dans la lettre à Annenkov, leur puissance explicative est minime. Elles sont peut-être justes, mais à condition d'admettre que les résultats des actions individuelles sont souvent indirectes, non anticipés et non voulus parfois par quiconque (ce point plongeait Engels dans une perplexité sans fin : voir sa lettre à Bloch). Les conditions dans lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui constituent les conséquences d'actions entreprises hier, mais hier nous avons agi en vue d'autres fins que celles de préparer les conditions d'aujourd'hui. Ainsi, la difficulté centrale des conceptions individualistes de l'histoire est d'endogéniser la structure : d'expliquer comment les actions d'individus dans des conditions données produisent des conditions nouvelles. De nombreux auteurs accepteraient ce postulat, en

1. Cohen (G.A.), « Reply to Elster on "Marxism, Functionalism and Game theory" », *Theory and Society*, 11, 1982, p. 483-497, notamment p. 489.

2. Elster (Jon), « Marxism, Functionalism and Game Theory... », art. cité, p. 453.

principe, mais je pense que Berger et Offe¹ et Giddens² ont raison de renverser la proposition d'Elster. Le problème, en effet, est que, dans son état actuel, l'appareil technique de l'individualisme méthodologique, la théorie des jeux, est tout à fait inadapté à cette tâche. Aujourd'hui, l'appareil de la théorie des jeux est tout au plus en mesure d'éclairer des événements singuliers, isolés et qui se produisent dans des conditions données. Il ne nous dit rien sur l'histoire.

L'une des raisons pour lesquelles, à mon point de vue, les réactions à l'individualisme méthodologique oscillent entre le rejet total et l'utilisation non critique vient de l'inadaptation technique de l'appareil théorique actuel. La critique générale que suppose l'individualisme méthodologique est bien plus forte que les explications fondées sur des postulats individualistes. Je suis cependant persuadé que les objections et les préoccupations des spécialistes de théorie sociale conduiront, et c'est en fait déjà une réalité, à un développement rapide de l'appareil de la théorie des jeux. Je vois, par conséquent, à l'avenir se préciser une rencontre féconde entre la théorie formelle et l'étude de la société. Si elle réussit, elle permettra : 1. de traiter la formation de l'identité comme un aboutissement continu, endogène de processus sociaux ; 2. d'élaborer des concepts d'analyse de l'équilibre historiquement définis ; 3. de comprendre les origines endogènes de la structure, à la fois comme possibilité et comme contrainte, tout en 4. expliquant l'histoire en termes d'actions individuelles finalisées.

Adam PRZEWORSKI

1. Berger (Johannes), Offe (Claus), *op. cit.*
2. Giddens (Anthony), « Commentary on the Debate », *Theory and Society*, 11, 1982, p. 527-540.

DEUXIÈME PARTIE

LES CONDITIONS HISTORIQUES DE L'INDIVIDUALISME SOCIOLOGIQUE

SUR L'INDIVIDUALISME

Théories et méthodes

Sous la direction de

PIERRE BIRNBAUM

JEAN LECA

Ouvrages parus dans la collection « Références » :

1. *Critique de la décision*, Lucien Sfez.
2. *Crise du féodalisme*, Guy Bois.
3. *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, Pierre Renouvin, René Rémond.
4. *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Hélène Carrère d'Encausse.
5. *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, Nicole Racine, Louis Bodin.
6. *André Malraux et le gaullisme*, Janine Mossuz-Lavau.
7. *Mon village*, Roger Thabault.
8. *Le mode de vie des familles bourgeoises, 1873-1953*, Marguerite Perrot.
9. *Emploi et chômage*, Jacques Mairesse.
10. *Administration et politique sous la Cinquième République*, Francis de Baecque, Jean-Louis Quermonne.
11. *La Constitution de la Cinquième République*, Olivier Duhamel, Jean-Luc Parodi (épuisé).
12. *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Rémy Leveau.
13. *L'État au Cameroun*, Jean-François Bayart.
14. *L'identité au travail*, Renaud Sainsaulieu (épuisé).
15. *Sociologie des Brazzavilles noires*, Georges Balandier.
16. *France de gauche, vote à droite ?*, Jacques Capdevielle, Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth, Colette Ysmal.
17. *La Constitution de la Cinquième République*, Olivier Duhamel, Jean-Luc Parodi (nouvelle édition).
18. *L'identité au travail*, Renaud Sainsaulieu (nouvelle édition).
19. *Les musulmans dans la société française*, Rémy Leveau, Gilles Kepel.
20. *Les espaces d'Israël*, Alain Dieckhoff.
21. *Explication du vote*, Daniel Gaxie.
22. *L'électeur français en questions*, CEVIPOF.
23. *Sirius face à l'histoire*, Bruno Rémond.
24. *Naissance de la Cinquième République*.
25. *A l'Est en Europe. Des économies en transition*, Jean-Paul Fitoussi.
26. *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Yves Mény.
27. *Sur l'individualisme*, Pierre Birnbaum, Jean Leca.
28. *Géographies du politique*, Jacques Lévy.

Le Catalogue général sera envoyé sur simple demande adressée
aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques
27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES